



THONY BELZAIRE AGENCE FRANCE-PRESSE
Le Canada participe à la formation des policiers haïtiens depuis plusieurs années.

HAÏTI

Ottawa laisse en plan une promesse phare

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ce devait être une composante majeure du plan d'aide du Canada en faveur de la reconstruction d'Haïti. Mais la mise sur pied d'une véritable Académie nationale de police ne verra pas le jour de sitôt: Ottawa vient de confirmer qu'il n'a plus ni plan ni échéancier pour ce projet qui devait être terminé fin 2014, et qui a coûté au moins 700 000 \$ à ce jour.

Selon différentes informations colligées par *Le Devoir*, le projet d'Académie nationale de police de Gauthier est au point mort. «Il ne se passe absolument rien depuis trois ans, il n'y a pas de réunions, rien du tout», indique en entretien Ralph Lapointe, maire de Gauthier [située à l'est de Port-au-Prince, sur la route qui mène à la République dominicaine]. «Et j'ignore les raisons pour lesquelles le projet est arrêté.»

Il n'est pas le seul. En avril, le Nouveau Parti démocratique (NPD) a tenté de savoir ce que le projet d'académie devenait, quatre ans après l'engagement formel du gouvernement Harper pour la construction de ce centre de formation censé «améliorer la sécurité publique et la formation des policiers d'Haïti».

L'ex-ministre de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Bev Oda, s'était déplacée à Port-au-Prince en avril 2010 pour annoncer cet investissement de 18,1 millions. Haïti était alors en plein chaos post-tremblement de terre. «Le Canada met tout en œuvre pour répondre aux besoins criants des Haïtiens, en plus de partici-

VOIR PAGE A 8 : HAÏTI

AUJOURD'HUI



Sports • Le Brésil humilié et en colère voit son grand rival argentin atteindre la finale de la Coupe du monde. *Page B 6*

Culture • Vincent Vallières acoustique et au sec au Festival d'été de Québec. *Page B 8*

Actualités • Douze conventions par nuit. Les quotas imposés à des policiers montréalais suscitent l'indignation. *Page A 5*



Avis légaux..... B 4
Décès..... A 4
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 2
Petites annonces..... A 4
Sudoku..... B 4

D'hôpitaux à « fantômes urbains »

Des experts pressent Québec de prendre en main l'Hôtel-Dieu et le Royal Victoria

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Craignant que les hôpitaux Royal Victoria et Hôtel-Dieu deviennent de gigantesques «fantômes urbains» aux fenêtres placardées, l'urbaniste Marie Lessard presse Québec d'agir.

Le gouvernement doit prendre en main la destinée des deux ensembles dans les plus

brefs délais, recommande le groupe d'experts qu'elle préside, qui rejette aussi la conversion en condos. Québec est aussi fortement encouragé à nommer un délégué chargé du projet de revalorisation des deux propriétés situées à l'intérieur du Site patrimonial du Mont-Royal.

«Les hôpitaux sont des bâtiments très complexes à rénover, il y a un risque. Ailleurs dans le monde,

on voit ce genre de grands ensembles placardés après 15 ans d'abandon, malgré tout les efforts des groupes de pression», dit M^{me} Lessard en entrevue.

Le groupe d'experts avait été mandaté par le précédent gouvernement pour se pencher sur l'avenir des bâtiments devenus excédentaires avec la

VOIR PAGE A 8 : FANTÔMES

ISRAËL ET GAZA DANS LA SPIRALE DE LA VIOLENCE



THOMAS COEX AGENCE FRANCE-PRESSE

L'armée israélienne et le Hamas ont accentué mercredi les raids aériens et les tirs de roquettes pendant qu'à Gaza, les Palestiniens enterraient leurs morts des derniers jours. À l'international, la diplomatie s'active pour parvenir à mettre fin au nouveau cycle de violence qui sévit au Proche-Orient. *Page B 5*

Un road trip à tous les vents

Voyage artistique guidé par les vents qui balaient les États-Unis

CATHERINE LALONDE

Qui n'a jamais voulu partir un jour à l'aventure, sans but ni volonté, en suivant simplement le vent? Qui n'a jamais rêvé lever un doigt au ciel pour sentir la direction du souffle, et avancer, avec comme seuls éclaircisseurs les akènes à aigrettes des pissenlits, les samares, les ondes agitant les drapeaux? L'auteur et artiste profetiforme Daniel Canty l'a fait, lui. Mais à bord d'une Blue Rider 1986, avec ses comparses en arts, en littérature et en paysagisme, lors du projet *Ventury: une odyssée transfrontière à la poursuite des vents d'Amérique*, mené en 2010. Il vient de publier les réflexions nées de cette errance dans *Les États-Unis du vent*. Réveries de promeneurs filant l'air.

De l'art éolien? Presque. C'est certainement la documentation sensible et intuitive d'un parcours déterminé par les courants aériens. Après avoir suivi la migration des papillons monarques dans un camion postal requinqué, intéressé par les forces de la nature, l'artiste Patrick Beaulieu invite pour *Ventury* le paysagiste Alexis Pernet à monter dans une Blue Rider greffée d'une girouette. Ils partent de Chicago,



PATRICK BEAULIEU VENTURY ODYSSEY
La Blue Rider 1986 et sa girouette lancées sur les routes américaines.

littéralement au gré du vent. Ils s'arrêtent pour filmer «des instants d'un souffle», font des croquis, des dessins d'observation à l'ancienne. À chaque ville, ils chinent dans les magasins d'antiques des «cartes postales du vent», les collectionnent, monomaniques. Et repartent, *on the road again*.

Journal de bord

Daniel Canty se joint à leur nomadisme pour quelques dizaines de jours: il écrira, avant d'être

remplacé à la plume par Dauphin Vincent. Ses chapitres sont ceux d'un journal de bord: «Dimanche 28 novembre, Nord-Ouest, Cincinnati à Indianapolis.» Pour ses vignettes et réflexions, presque impressionnistes, de quelques pages, Canty recueille les anecdotes du voyage: curiosité des douaniers, recherche du meilleur gulleton possible sur la *cheeseburger trail*, sentiments laissés par des

VOIR PAGE A 8 : VENTS

Plusieurs magazines québécois fragilisés

La faillite d'un important distributeur ébranle le milieu

JÉRÔME DELGADO
CATHERINE LALONDE

Après le magazine *Nouveau Projet*, qui a lancé lundi un SOS pour combler le manque à gagner de 60 000 \$ que lui impose la faillite de son distributeur, Messageries de presse Benjamin, d'autres magazines québécois se voient entraînés dans des situations financières allant de «difficiles» à «catastrophiques». *Protégez-vous*, *Nuit blanche*, ainsi que les publications de Vélo Québec (*Vélo mag*), *Géo Plein Air*, *Québec Science*, *Vélo urbain*) lancent à leur tour un cri d'alarme.

Le total des sommes dues aux 250 créanciers de Messageries de presse Benjamin — qui s'est mise sous la protection de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité en juin — s'élève à 15,8 millions de dollars. *Protégez-vous* risque notamment de perdre quelque 400 000 \$, aux côtés d'autres éditeurs de magazines et de livres, dont Vélo Québec, Ricard, Infopresse et de nombreux autres.

Évaluer les dégâts

L'ampleur des dommages collatéraux de cette faillite est plus difficile à prédire quand on apprend de la bouche des éditeurs que certaines créances ont été surévaluées, et d'autres vues à la baisse.

Un exemple? Le magazine littéraire *Nuit*

VOIR PAGE A 8 : MAGAZINES

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

per à la reconstruction d'une nouvelle Haïti grâce à la construction d'une académie de police», avait indiqué M. Oda.

Or, les réponses fournies par Ottawa aux questions écrites du NPD indiquent qu'il n'y a aucun échéancier pour un nouvel appel d'offres (qui serait le quatrième en six ans). Elles rappellent aussi que «le gouvernement a mis en veille le développement de nouveaux projets en Haïti jusqu'à ce que la stratégie [canadienne d'aide] à long terme soit revue».

En attendant, l'Académie nationale a commencé à former ses premiers étudiants dans des locaux temporaires. Joint mercredi par téléphone, un responsable parlait ainsi de «constructions provisoires faites de modules» et fonctionnant avec des génératrices à essence. Les installations sont érigées sur un bout de terrain «très restreint» de l'École nationale de police, près de Pétienville, en banlieue de la capitale.

«Nous n'avons aucune idée, aucun signe de vie, par rapport au projet de Gauthier», indique ce responsable. Pour le moment, l'académie fonctionne à volume réduit, ne pouvant offrir l'ensemble de la formation destinée aux cadres supérieurs — des commissaires et des inspecteurs qui travailleront sur le terrain.

Retards

Dans le cahier de réponses transmis au NPD, Ottawa explique que ce sont des «difficultés reliées aux processus contractuels qui ont surtout contribué au retard dans l'échéancier du projet». Celui-ci a été approuvé en juin 2008. À l'époque, on évaluait qu'il serait complété en six ans.

Un premier appel d'offres a été lancé en décembre 2009, mais suspendu quelques semaines plus tard à cause du tremblement de terre. Un deuxième appel d'offres a été lancé en avril 2010 — dans la foulée de l'annonce de la ministre Oda. Mais en vain, aucun des deux soumissionnaires (SNC-Lavalin et Groupe SM) «n'était conforme aux exigences», indique Ottawa.

Un troisième appel d'offres a donc été lancé en octobre 2011, après qu'Ottawa eut «confirmé auprès du gouvernement haïtien que l'Académie de police était toujours une priorité». La valeur du projet était désormais fixée à près de 35 millions (Ottawa avait réévalué les coûts en fonction des soumissions reçues plus tôt). Mais cet appel a lui aussi été annulé au courant de 2012, faute de soumissionnaires répondant aux exigences. On ne connaît pas les raisons de non-qualification.

Ottawa reconnaît qu'il est rare de lancer trois appels d'offres pour un projet. «Les contrats sont habituellement attribués après le premier appel», indiquent les documents. Ceux-ci montrent aussi que plus de 700 000 \$ ont été investis dans les différentes étapes de préparation des appels d'offres et d'évaluation des soumissions.

Promesse brisée

Pour la députée néodémocrate Hélène Lavenderie, le gouvernement conservateur fait preuve «d'un manque de transparence» dans ce dossier en ne disant pas franchement ce qu'il devient. «Ca fait six ans que ça dure. On annonce le projet deux fois en grande pompe, puis on ne fait rien. C'est une promesse brisée à l'égard d'Haïti, qui est quand même notre principal pays de concentration [plus grand bénéficiaire de l'aide du Canada] dans les Amériques.»

Des questions posées mercredi après-midi au bureau du ministre du Développement international, Christian Paradis, demeuraient en attente d'une réponse en fin de journée.

Le Devoir

FANTÔMES

SUITE DE LA PAGE 1

construction des nouveaux CHUM et CUSM.

Remis en mars dernier, avant le déclenchement des élections, le rapport aussi signé par l'inspecteur de l'UQAM Claude Corbo et l'architecte Cameron Charlebois n'avait pas été rendu public. Il a été déposé sur le site Web du Secrétariat à la région métropolitaine mardi.

La situation est «urgente», écrit le groupe d'experts.

M^{me} Lessard craint la répétition d'autres expériences malheureuses, comme celles de la bibliothèque Saint-Sulpice, du Silo n° 5, de l'Îlot Voyageur ou de la maison Redpath, abandonnés pendant des années. «Regardez comme ça a été complexe, et ce sont de petits sites en comparaison», souligne la professeure à l'Université de Montréal. L'Hôtel-Dieu occupe sept hectares en comptant la propriété des Religieuses hospitalières de Saint-Joseph voisines, alors que l'Hôpital Royal Victoria est sis sur un terrain de 10 hectares.

Vide et sans usage, un édifice s'engage sur «une trajectoire périlleuse pouvant le réduire à l'état de fantôme urbain menacé de périls, allant du squat illégal à l'incendie criminel», avertisse les experts.

Pour M^{me} Lessard, c'est une «responsabilité publique» de voir à l'avenir de ces bâtiments qui ont marqué notre passé. Elle y voit aussi l'occasion de verdir les immenses stationnements et de donner de nouveaux accès au mont Royal à partir du centre-ville. «Nos recommandations sont précises, et cela, dans le but de forcer la réflexion sur chaque projet», explique-t-elle.

Dans un premier rapport, le groupe s'était penché sur l'Hôpital de Montréal pour enfants, l'Hôpital Notre-Dame et l'Institut thoracique de Montréal, qui doivent aussi trouver une nouvelle vocation.

Non à la vente

En premier lieu, la responsa-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'Hôtel-Dieu (notre photo) et le Royal Victoria occupent des sites de 7 et 10 hectares, tous deux sis au cœur de Montréal.

bilité des deux immenses ensembles immobiliers doit être retirée aux hôpitaux et confiée à Québec via la Société québécoise des infrastructures, recommande le rapport. Car avec six ministères impliqués, sans compter la Ville, le CHUM, le CUSM, l'Agence de la santé de Montréal et les arrondissements, «l'absence de responsabilité claire dans le dossier constitue le risque principal».

L'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Royal Victoria doivent aussi demeurer dans le giron public, recommande le groupe d'experts. Il rejette la vente des édifices patrimoniaux, qui avait été envisagée. L'option de conversion ou de construction de condos de luxe est clairement écartée.

Peu importe les projets retenus, la revalorisation «coûtera extrêmement cher, consommera

énormément de ressources humaines et financières et commandera un effort soutenu sur une longue période», avertisse les experts. Le seul entretien des lieux coûtera au moins 7 millions de dollars par an.

Le cheminement vers un changement de vocation sera long et complexe, avertit le groupe, et excédera très vraisemblablement la date de démantèlement des hôpitaux, prévu en avril 2015 pour le Royal Victoria et en 2016 pour l'Hôtel-Dieu.

Quels usages futurs ?

Pour l'instant, seule l'Université McGill aurait manifesté son intérêt pour occuper l'Hôpital Royal Victoria. Le groupe d'experts est d'avis que le site doit lui être cédé, mais non sans conditions, notamment l'injection de fonds par l'université. Le

projet est «embryonnaire», s'inquiète aussi le groupe d'experts, qui craint qu'il soit compromis par sa complexité et ses coûts, évalués à 850 millions de dollars.

Le cas de l'Hôtel-Dieu est plus délicat: de nombreux acteurs ont soumis des idées de revalorisation. Se rendant aux arguments de l'Agence de la santé de Montréal qui affirme ne pas avoir besoin de l'Hôtel-Dieu, le groupe d'experts écarte l'idée d'y conserver une vocation hospitalière. La Coalition sauveurs l'Hôtel-Dieu est déçue, indique son porte-parole, Luc Bastien, et compte continuer à militer pour cette option.

Des services de santé, une clinique ou un CLSC, par exemple, pourraient s'y installer, avancent les experts. Le logement social et communautaire est aussi vu comme une avenue intéressante. La possibilité de regrouper

sur le site l'École de santé publique de l'Université de Montréal, l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction de la santé publique de Montréal est évoquée. Cela offrirait un rayonnement national et international à Montréal, selon les experts.

Quoi qu'il en soit, «il ne serait pas acceptable que le gouvernement du Québec, pour un besoin conjoncturel de fonds frais, vende un bien public, et encore moins pour l'enrichissement de quelques intérêts privés», soumettent les experts.

Le ministre responsable de la métropole, Robert Poëti, «prendra le temps d'analyser les recommandations», indique son attachée de presse, Valérie Rodrigue, qui assure qu'il y donnera suite rapidement.

Le Devoir

MAGAZINES

SUITE DE LA PAGE 1

blanche est inscrit comme créancier pour 920,63 \$. Un montant qui fait éclater d'un rire triste la directrice, Suzanne Leclerc. «[Les Messageries Benjamin] nous doivent plus qu'un an de vente de magazines, explique-t-elle, quatre numéros et les ventes en librairies d'un ou deux autres numéros. Mais c'était tellement compliqué, désorganisé et pas clair, leur organisation... On estime que [Benjamin] nous doit plutôt entre 8000 \$ et 10 000 \$.» Pour le magazine qui ne roulaît déjà pas sur l'or, ce déficit imprévu est «vraiment catastrophique».

Décalage

Pierre Sormany, éditeur et directeur général de Vélo Québec Éditions, estime qu'il y a un décalage entre ses propres chiffres et ceux de Benjamin. «On extrapole, mais on est certain de rien. On voit quelques erreurs de chiffres, mais c'est normal, il était tellement désorganisé», conclut l'ex-patron de l'émission Enquête. Chez Protégé-vous, le directeur général David Clerk a des espoirs «pas très reluisants» de récupérer son dû. «Notre viabilité n'est pas à risque», précise-t-il, car Protégé-vous a la chance, comme Les Débrouillards, de faire la plus grande part de ses revenus en abonnements. «On a par le passé traversé d'autres crises. On avait réussi à se monter un petit cousin, mais là... Cette perte est énorme.» Pour les éditeurs touchés, il s'agit d'un deuxième coup dur en deux ans, après l'imposition de la «taxe sur le recyclage» en août 2012 par le gouvernement Charest.

Les Messageries de presse Benjamin étaient un important distributeur de magazines, mais aussi de livres. Leur directeur, Paul Benjamin, avait annoncé en janvier 2014 la fin des opérations de l'entreprise de quelque 225 employés. Il disait alors au Devoir céder à l'érosion du marché des magazines, mais assurait vouloir faire correctement les choses. «Faillite, précisait-il, n'est pas un mot de mon vocabulaire.»

Passation

La majorité des contrats des éditeurs francophones a été reprise par LMPI, un autre distributeur, spécialisé en presse internationale au Canada et aux États-Unis, et une branche du grand groupe Français Lagardère. Selon François Leslé, président de LS-

« On a par le passé traversé d'autres crises. On avait réussi à se monter un petit cousin, mais là... Cette perte est énorme. »

David Clerk, directeur général de Protégé-vous

Distribution North America et responsable de LMPI, Paul Benjamin n'a pas donné «l'heure juste» lors de la transaction. « Ses chiffres sont complètement farfelus, dit-il. Si nous avions eu conscience de ce que nous connaissons aujourd'hui, nous ne nous serions jamais embarqués dans cette aventure. »

«LMPI est victime au même titre que les éditeurs. Benjamin [qui agissait comme sous-distributeur] nous devait des sommes importantes. En revanche, nous sommes une deuxième fois victimes avec la transaction. La situation est difficile», confie l'homme d'affaires, qui peut néanmoins compter sur un actionnaire solide.

Les gros comme les petits

François Leslé considère que «tous les éditeurs se trouvent très exposés». «Protégé-vous, Transcontinental, Ricardo aussi, pas seulement les petits éditeurs», dit-il, en reconnaissant que les 500 000 \$ perdus par LMPI ont moins d'impact que les 50 000 \$ attendus par un joueur plus petit.

LMPI a pris des actions juridiques qui visent autant Les Messageries de presse Benjamin que son ex-dirigeant. D'autre part, François Leslé tiendra une rencontre dans les prochains jours avec les entreprises qui se disent flouées. «Le but, dit-il, est de les convaincre qu'on a un intérêt à trouver une solution commune.» Il qualifie de «catastrophique» la perspective de voir des éditeurs faire à leur tour faillite et est convaincu que «ce serait une mauvaise nouvelle pour les éditeurs si LMPI se retirait».

Paul Benjamin n'a pas rappelé Le Devoir avant l'heure de tombée.

Le Devoir

VENTS

SUITE DE LA PAGE 1

chambres d'hôtel désinfectées ou par des guest houses à la splendeur passée. «Chaque ville des États-Unis a déjà été une capitale d'industrie, écrit-il ainsi. Je me dis que quelque part en Amérique, on manufacture des chambres de motel. Aujourd'hui, c'est cela qui met du pain, de la joie, et peut-être de la musique aussi dans la cuisine des familles.»

Daniel Canty ajoute à son voyage littéraire des souvenirs personnels, la petite histoire des lieux croisés et des personnages qui les ont marqués, réellement ou métaphoriquement — l'aviatrice Miss Lindy, première à traverser l'Atlantique en solo, Harrison Ford ou la veuve Winchester —, les conversations tenues avec les waitresses sympathiques. Sy mêle aussi la fascination de l'auteur pour la traduction, qui s'exprime comme dans ses livres précédents — Wigram (La Peuplade, 2011) — par des passages en langue étrangère, ici anglais. Et son amour pour les notes insolites, qui s'échappent, hirsutes, des bas de page, pour s'intercaler ici et là.

Un exemple de ce très personnel melting-pot et de ce flot vaopreux de pensées? Voyez quand l'auteur réfléchit à la synchronicité. «L'expression, qui est de Carl Jung, désigne la concomitance d'événements liés par le sens, bien qu'ils n'entretiennent aucun rapport de causalité. Des relations cachées s'infiltrent par tous les trous du temps. L'essence accélère le rythme des connexions neuronales. J'ai le cheveu frisé. En l'absence de cause, le sens cause le sens. Les roues roulent. Un beigne est un beigne. Ma pensée boucle des boucles. Le dernier disque de

The Police (Synchronicity, 1983) a été le premier microsilicon de mon histoire musicale personnelle. Il n'y a qu'un pas à faire entre la fascination exercée par un album rock et la lecture d'un ouvrage savant. Synchronicity als ein Prinzip akausaler Zusammenhang. La traduction anglaise de la plaquette du psychologue profond, Synchronicity, An Acausal Connecting Principle, paraît l'année de ma naissance.»

Flottement

L'accumulation des images et des impressions finit par créer un flou. Artistique? Au lecteur de juger. La sensibilité de Canty émane du texte, et se livre ici

de façon si éthérée qu'elle peut manquer d'ancrage. Mais n'est-ce pas la nature même du projet qui crée ce flottement, cette évanescence? Le trajet de ces «aventuriers poétiques», de ces «scientifiques», qui effectuent «des recherches sur la poésie inhérente aux systèmes météorologiques» invite agréablement au voyage.

Leur route porte la beauté des quêtes absurdes et des détours naturels. «L'existe», écrit encore Daniel Canty, un point à distance égale de tout ce que nous croyons avoir perdu. C'est là que les choses apparaissent enfin sous leur jour véritable. Une tache aveugle où se précise la vue d'ensemble de l'univers. Un point qui n'est localisable sur aucune carte. Nœud primal d'où les vents tiennent leurs origines. Nous continuons de le chercher, parce qu'il vaut mieux y croire.» Et ce, contre vents et marées.

Le Devoir

LES ÉTATS-UNIS DU NORD
Daniel Canty
La Peuplade
Chicoutimi, 2014, 292 pages